

# JOSPIN LA JOUE HUMAIN

Il s'est expliqué sur sa rentrée difficile et le remaniement, hier sur TF1.

**N**on, Lionel Jospin n'a pas remis son armure. Hier soir, intervenant durant 45 minutes dans le journal de TF1, le Premier ministre a joué le grand débat. Son gouvernement, les ministres disparus, les affaires, la Corse, son « retard » dans la gestion de la crise de l'essence, l'Unedic... Jospin a voulu s'expliquer sur les difficultés rencontrées depuis la rentrée. Une sorte d'heure de vérité avec les Français, dont il a reconnu que le désamour l'avait « touché ». « J'ai décidé d'entendre quelques leçons. Je pense qu'un chef de gouvernement doit être solide, d'avoir, à défaut d'une armure, une armature. Mais en même temps, on est obligé d'être à l'écoute. »

## L'équipe et les malentendus

Première leçon: non, il n'a pas changé. Si son intervention au cœur du conflit des routiers a été perçue comme « dure et raide », il plaide le malentendu. Et fait son mea culpa. « Être chef de gouvernement, cela implique de réagir, de bouger. Avec une armure, j'aurais été hors du destrier, j'aurais été démonté. Si nous n'avions répondu, au moins en partie, aux attentes des Français, je pense que nous ne serions plus là », s'est-il défendu. Même chose, selon lui, pour son gouvernement. Les huit remaniements depuis sa formation en 1997 n'ont pas modifié l'esprit de l'équipe originelle. « Poste par poste, certains qui sont là maintenant sont meilleurs que ceux qu'ils remplacent. » Et de citer Laurent Fabius, qui a succédé à Christian Sautter aux Finances, ou « même » Jack Lang, qui a pris la place de Claude Allègre, l'ami de vingt ans de Li-



Lionel Jospin, à l'Assemblée. Hier, le Premier ministre s'est exprimé pendant 45 minutes à la télévision.

onel Jospin. Contrairement à ses dernières prestations télévisées, chacun a eu droit à son compliment. Elisabeth Guigou est une femme « remarquable », Marylise Lebranchu est « juste », Gaysot « négocié si bien », etc. Des talents tels, a-t-il laissé entendre, que la règle du non-cumul maire-ministre devrait être assouplie à l'issue des municipales de mars 2001 au nom de cette acrobatie pirouette: « Les doctrines sont faites pour ne pas être dogmatiquement appliquées. »

Le chef du gouvernement a décerné deux mentions spéciales: l'une à la partante Martine Aubry, à laquelle il a clamé sa « gratitude » et sa « reconnaissance », l'autre à « Dominique Strauss-Kahn, que j'aime beaucoup, vous le savez ». Certes, en empochant la cassette-confession du promoteur Jean-Claude Méry, « Dominique a fait une bêtise (...). Il aurait dû dire à celui qui la lui donnait: "Tu reprends cela immédiatement!" » Mais Jospin ne lui en tient pas rigueur. Il a remercié DSK de ne pas lui avoir dit qu'il détenait l'enregistrement des accusations de l'ancien financier occulte du RPR: « Je préfère qu'il ne m'ait pas prévenu, parce que je ne sais pas ce que j'aurais pu lui dire à ce moment-là. » Et il n'a pas exclu pas le retour de l'ex-ministre dans la compétition politique. Pas à n'importe quel poste, puisqu'il a évoqué son nom, ou plutôt son prénom, comme Premier ministre possible après 2002,

après avoir cité successivement: « Martine (Aubry), Elisabeth (Guigou) et pourquoi pas Laurent (Fabius) ». Cette profusion de prétendants au poste de Premier ministre l'a même poussé à lapsus, lorsqu'il a évoqué la candidature d'Elisabeth Guigou pour « Matignon, euh... Avignon ». Plus sérieusement, il a vu, dans cet afflux de vocations, « une chance formidable pour la gauche (...) que n'ont pas nos opposants (...) dont certains éléments se sont fait détruire par l'action ». Officiellement, Lionel Jospin, lui, continue de ne prétendre à rien: les Français « sont parfaitement au fait des hommes et des



social, il a répondu aux attaques de Jacques Chirac qui, le 14 juillet, dénonçait la stagnation du pouvoir d'achat. D'abord, « le pouvoir d'achat a monté trois fois plus vite que sous le gouvernement Juppé ». Ensuite, les baisses d'impôts constituent un « formidable élément de redistribution » et « peuvent compenser l'impact de la hausse des prix du pétrole. Enfin, il a rappelé le coup de pouce de 2,2% donné aux retraites au 1<sup>er</sup> janvier 2001. « Je suis sûr que vous n'avez pas cette question du du... »

## La Corse

Le Premier ministre a aussi défendu son « pari » pour la Corse. Le projet de loi « devrait être examiné » début 2001. Malicieusement, il a « regretté » d'avoir « perdu Jean-Pierre Chevènement, même si je ne suis pas le premier à qui il inflige cette petite déception ». L'amnistie, « ça n'existe pas », a-t-il insisté, en se félicitant que « la situation, ces derniers mois [dans l'île] ne soit pas la plus violente qui ait existé ». Enfin, il a évoqué le conflit au Proche-Orient: « La France était l'amie d'Israël, a des amis dans les pays arabes et elle prend en compte la cause palestinienne, car ce peuple doit retrouver un Etat et une unité collective. »

ERIC AESCHIMANN  
et RENAUD DELY

# Mouchoirs à la passation de pouvoirs

Aubry a donné les clés de l'Emploi à Guigou, qui a transmis celles de la Justice.

**A** 9 heures, place Vendôme, tout le monde court, les bras chargés de cartons qu'on empile dans les voitures. En haut, dans le grand salon rouge, les membres du cabinet d'Elisabeth Guigou sont rassemblés. Marylise Lebranchu, la nouvelle garde des Sceaux, est enfermée avec l'ancienne dans le bureau ministériel. Enfin, les deux femmes sortent et s'avancent, le sourire aux lèvres. « Je te présente... », dit Elisabeth Guigou à Marylise Lebranchu en faisant le tour des collaborateurs. Puis elles se tournent vers les caméras. « Madame LE garde des Sceaux, commence Elisabeth Guigou, je dis "le" car c'est marqué dans la Constitution. » Et elle continue « madame la ministre de la Justice, chère Marylise, je suis naturellement très émue de t'accueillir ici. »

**Au milieu des tragédies.** Un petit discours de présentation d'un ministère qui vit au milieu « des problèmes de gens qui ont des tragédies », un satisfecit « à la mobilisation exceptionnelle des services ». Et un hommage à sa collègue: « Je sais quelle est ton intelligence, ta finesse, ta justesse dans ta façon d'appréhender les choses. Je sais que tu es quelqu'un qui saura résister aux pressions et tenir le cap fixé par Lionel Jospin, qui est que le gouvernement n'intervient pas dans les affaires. » Sans oublier de se tresser des lauriers à elle-même: « Nous avons obtenu des moyens sans précédent. »

Vient l'incontournable émotion: « J'ai du mal à m'arracher de ce ministère, mais il faut partir », soupire la nouvelle ministre de l'Emploi. « Elisabeth, j'ai mesuré l'honneur, j'ai accepté cette fonction avec beaucoup de sérénité », rétorque gentiment Marylise Lebranchu, « et j'ai une chance inouïe de porter ces dossiers. C'est ici que se joue notre liberté. » Mais il faut se presser. Elisabeth Guigou a déjà pris du retard. Elle traverse la Seine et, à 10h20, sa voiture s'immobilise dans la cour du ministère de l'Emploi au 127, rue de Grenelle. La même cérémonie recommence. Martine Aubry est sur le perron, descend à la rencontre de son successeur, lui fait la bise, la prend par le bras



Martine Aubry et Elisabeth Guigou, hier, entre sourires et larmes.

avant de lui présenter quelques-uns de ses conseillers faisant une haie d'honneur dans le grand hall. « Au moment où je quitte ce ministère, où je suis depuis vingt-cinq ans, je suis vraiment très heureuse que ce soit Elisabeth qui vienne ici, puisque, évidemment, j'ai un gros pincement au cœur », dit Martine Aubry sous les flashes des photographes. Elle poursuit: « Mais, sachant que c'est elle, avec son énergie, son talent, ses idées neuves et puis son courage, sa façon de faire de la politique, cela enlève une grande partie du pincement que j'avais en arrivant ce matin. Je suis vraiment très heureuse que ce soit ainsi. Elle et moi, on sait au moins une chose, c'est qu'on est amies. C'est très agréable de passer le témoin à une amie. »

« On est des mecs. » Voyant passer leur ancienne patronne soutenue par la nouvelle ministre, les plus proches collaboratrices d'Aubry fondent en larmes à leur tour, de la secrétaire à la chef de cabinet. Les hommes du cabinet en rajoutent pour ne pas craquer, surtout les plus jeunes: « C'est ça de travailler avec des femmes. Heureusement, nous on est là. On est des mecs. » Mais les voix s'étranglent un peu. **Nouveaux numéros.** Pendant trois quarts d'heure, Elisabeth Guigou et Martine Aubry resteront en tête à tête. Dans le hall, les membres de l'équipe sortante rangent leurs mouchoirs et échangent leurs nouveaux numéros de portable. A 13 heures, Martine Aubry les convie tous à un dernier déjeuner d'adieu. Un déjeuner bien arrosé de larmes? ●

D.S. et F.W.-D.

## Le PCF drague Saint Laurent

Après Prada, Yves Saint Laurent? En cette fin d'année, le Parti communiste est très attiré par les griffes. Il y a une semaine, la Place du Colonel-Fabien accueillait une soirée pour *happy few* organisée par le couturier italien. Le même jour, Robert Hue déjeunait avec Pierre Bergé, PDG d'Yves Saint Laurent. Ce dernier, qui avait pris fait et cause pour Chirac contre Jospin à la présidentielle de 1995, a fait des offres de services pour être chef de file des communistes aux élections municipales du VI<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Le secrétaire national du PCF se serait montré intéressé. Les communistes parisiens, un peu moins. « Alors que nous lançons une campagne contre les inégalités, la démarche de Pierre Bergé peut apparaître comme une provocation », confiait, hier, Jean Vuilleumoz, l'un des dirigeants de la fédération de Paris du PCF. Autant dire que la candidature du mitterrandophile Pierre Bergé n'est pas « à l'ordre du jour ».

## Jospin monte, Chirac chute

La popularité de Lionel Jospin a regagné 4 points en octobre, à 53 %, après une chute de 17 points dans les deux mois précédents. En revanche, celle de Jacques Chirac a baissé de 7 points, à 55 %, après un recul de 5 points en août-septembre, selon un sondage Ipsos (1). 40 % des sondés portent un « jugement défavorable » sur l'action du Premier ministre et 36 % un « jugement défavorable » sur celle du chef de l'Etat. Sondage réalisé par téléphone pour le Point, les 13 et 14 octobre, auprès de 959 personnes.

## Paris: bras de fer entre Philippe Séguin et DL

Les négociations à droite sur les têtes de liste aux élections municipales de 2001 à Paris sont tendues. Le président de DL, Alain Madelin, a écrit mercredi à Philippe Séguin, candidat officiel du RPR. Pour les vingt arrondissements, ce dernier prévoit onze têtes de liste pour le RPR et trois pour des membres de la société civile, choisis par lui, l'UDF et DL. Les libéraux ont menacé de quitter la table des négociations si rien ne bougeait.

# Face aux «attentes», l'attentisme

Son procès en immobilisme commence à trouver des fondements.

**C'**est un ancien ministre qui fait la comparaison: « Écoutez le dernier discours de Jospin aux journées parlementaires du PS à Lyon, c'est le même discours que celui de Rocard à Joué-les-Tours, en 1990! » Il y a dix ans, Michel Rocard avait stupéfié la gauche en plaçant les mouvements d'opinion au cœur de son programme politique: les partis politiques « ne sont ni légitimés ni fondés à vouloir autre chose que ce que veulent les Français ». A Lyon, Lionel Jospin a, lui, assuré que son « devoir est de continuer à répondre aux attentes des Français ». « Ce que veulent les Français », attentes des Français: l'idée est bien la même. Et si la comparaison est excessive, voire injuste, ce qu'elle traduit de l'inertie du gouvernement sur plusieurs dossiers cruciaux est un constat difficilement contestable. Certes, le procès en immobilisme n'est pas nouveau, et le Premier ministre a souvent trouvé le moyen de le démentir. Son pari sur la Corse en est le dernier exemple. Mais depuis le retrait de la réforme de Bercy et l'enterrement de celle promise sur les retraites, le doute s'est instauré. Autrefois, Jospin se fixait des ob-

jectifs clairs: emploi, croissance. Aujourd'hui, il navigue à vue. Pour faire plaisir à Fabius, il baisse la tranche supérieure de l'impôt sur le revenu, sans parvenir à la justifier. Parce que les Français soutiennent les routiers en grève, il réduit la taxe sur l'essence. C'est sur ce dossier qu'il a plusieurs fois répété, à Lyon, le mot « attente », nouveau dans sa bouche. Il y a trois ans, il parlait plus volontiers des « aspirations » des Français, terme plus dynamique. Parallèlement, les sujets qui obligent à sortir de l'ambiguïté sont oubliés: la présidence française de l'Union européenne est en jachère — où est passée la « réorientation de l'Europe vers le social » tant vantée en 1997?; la politique budgétaire subit des coups d'accordéon sans précédent; tout ce qui a trait à la réforme de la fonction publique est prudemment remis à plus tard. Dernier exemple: Matignon vient discrètement de rejeter l'idée de créer

des comités techniques gérant ensemble, au niveau départemental, les différents corps de fonctionnaires. Motif: le veto de Laurent Fabius, qui sait les fonctionnaires des Finances peu désireux d'être mélangés aux autres administrations. Alors, faute de fond, le chef du gouvernement cherche à renouer avec le bon vieux temps en jouant sur des astuces de forme, ainsi que l'attestent les commentaires un peu lourdauds dont il a accompagné son dernier remaniement. Mais en insistant à ce point sur la « fraîcheur » de Marylise Lebranchu, Matignon fait l'aveu que le gouvernement est désormais encombré d'éléphants. Hier, en réunion de ministres, Lionel Jospin a cru bon d'en remettre une louche: « J'entends parler de cette dream team [le premier gouvernement Jospin, ndlr] et de la nostalgie que certains en auraient. Je tiens à vous dire que je suis très content du gouvernement actuel, qui est équilibré, harmonieux, efficace. » Comme s'il essayait de s'en convaincre, à défaut d'en convaincre l'opinion ●

E.A.

SIGNE D'HOSPITALITÉ

Tél: 01 55 04 90 10  
www.aeromexico.com

AEROMEXICO